

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/MA/W/15

24 mars 1998

(98-1169)

Comité de l'accès aux marchés

INTRODUCTION DES MODIFICATIONS DU SYSTEME HARMONISE DANS LES LISTES DE CONCESSIONS TARIFAIRES DE L'OMC LE 1ER JANVIER 1996

Projet de décision sur la prorogation de délai

Les Membres,

Considérant que, par leurs Décisions des 13 décembre 1995, 18 juillet 1996, 24 avril 1997 et 22 octobre 1997¹, les Membres de l'OMC, agissant conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article IX de l'Accord sur l'OMC, ont suspendu l'application des dispositions de l'article II du GATT de 1994 jusqu'au 30 avril 1998, pour permettre aux Membres énumérés dans l'annexe de mettre en application les amendements recommandés à la nomenclature du Système harmonisé,

Notant que les Membres énumérés dans l'annexe ont soit demandé à bénéficier de la dérogation, soit demandé une prorogation de la dérogation pour les raisons exposées dans leurs demandes,

Considérant que les Membres concernés auraient besoin de plus de temps pour procéder aux consultations ou aux éventuelles négociations au titre de l'article XXVIII, compte tenu aussi en particulier des réserves générales formulées par les autres Membres,

Agissant conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article IX de l'Accord sur l'OMC,

Décident, compte tenu des circonstances exceptionnelles, de suspendre l'application des dispositions de l'article II du GATT de 1994 jusqu'au 31 octobre 1998, pour permettre aux Membres énumérés dans l'annexe de mettre en application les amendements recommandés à la nomenclature du Système harmonisé, sous réserve des conditions suivantes:

- i) le Membre concerné devra avoir présenté la documentation requise en vertu du paragraphe 2 des procédures simplifiées adoptées par le Comité des concessions tarifaires institué dans le cadre du GATT de 1947 pour la mise en application des modifications apportées au Système harmonisé²; ou, si des circonstances spéciales le justifient, le Membre concerné devra avoir demandé l'assistance technique du Secrétariat pour mettre au point cette documentation;
- ii) dans les cas où cela sera nécessaire, le Membre concerné engagera dans les moindres délais des négociations et des consultations avec les Membres intéressés conformément aux paragraphes 1-3 de l'article XXVIII du GATT de 1994;

¹WT/L/124 + Corr.1, WT/L/173, WT/L/216 et WT/L/243.

²IBDD, S39/339.

- iii) les négociations et consultations susmentionnées devront être terminées pour le 31 octobre 1998 au plus tard;
- iv) en attendant l'entrée en vigueur des résultats des négociations ou des consultations susmentionnées, les autres Membres auront la faculté de suspendre des concessions initialement négociées avec le Membre concerné dans la mesure où ils considéreront que celui-ci n'offre pas une compensation suffisante.

ANNEXE

1. Membres qui ont demandé une prorogation du délai de la dérogation ci-dessus

Afrique du Sud
Argentine
Australie
Brésil
Bulgarie
Canada
Communautés européennes
Costa Rica
Egypte
El Salvador
Etats-Unis
Honduras
Hongrie
Indonésie
Islande
Israël
Malaisie
Malte
Mexique
Norvège
Pakistan
Philippines
République slovaque
République tchèque
Slovénie
Tunisie
Turquie
Uruguay
Venezuela

2. Membres additionnels qui ont demandé à bénéficier de la dérogation faisant l'objet de la décision ci-dessus

Guatemala
Maroc
Panama
